



projection

PROFESSIONNELS JUNIORS EN ACTION

« Quelle(s) suite(s) donner à l'atelier déchets ? »

Compte rendu des rencontres jeunes professionnels
de Niamey et Paris, les 29 septembre et 1^{er} octobre 2010

A NIAMEY :

Date : 01/10/2010 de 17h à 19h

Lieu : RAIL-Niger, Av Maurice Delens, Niamey

Intervenante : Béatrice Turlonnias, *Projection*

Animateur : Albeidou Mohamadou, *Projection*

A PARIS :

Date : 29/09/2010 de 19h à 21h

Lieu : Le Voltigeur, 59, rue du Faubourg Saint-Antoine, Paris

Intervenante/Animatrice : Myriam Launay, *Projection*

INTRODUCTION

L'atelier international Projection de cette année s'est tenu les 5, 6 et 7 juillet 2010 à Ouagadougou sur la gestion des déchets dans les villes moyennes d'Afrique de l'Ouest. Les 3 jours de débats ont été denses et de nombreuses idées et réflexions ont été échangées, qu'il faut garder, prendre en compte, explorer et partager avec l'ensemble des membres du réseau Projection et éventuellement plus !

De plus, dans une optique de mise en synergie de ses activités et de ses réflexions, Projection souhaite donner une suite concrète et cohérente à l'atelier de Ouagadougou.

A l'image de l'atelier de Niamey qui a abouti, une année plus tard, à la mise en place du projet « Sani Tsapta », quelle(s) suite(s) donner à l'édition de Ouagadougou ?

C'est ce que nous avons proposé de discuter lors de cette rencontre...

1- De quoi s'agit-il ?

3 grandes « lignes de débats » sont ressorties de l'atelier de Ouagadougou :

1- Comment planifier la gestion municipale des déchets en Afrique de l'Ouest de manière réaliste ?

Rien ne semble possible en matière de gestion des OM (Ordures Ménagères tant que ses activités n'ont pas été planifiées. Si certaines initiatives existent en la matière, elles sont souvent peu réalistes (budgets très élevés, techniques inadaptées, etc.). Il n'est pas rare alors que les plans stratégiques, qui ont parfois coûté très cher, se retrouvent oubliés au fond des tiroirs.

2- La valorisation des déchets est-elle réellement rentable ?

Des partages d'expériences d'ONG ou d'initiatives privées, la visite de terrain au sein de deux entreprises familiales à Koudougou ou encore la diffusion d'un film sur le recyclage à Ho Chi Minh ont permis de discuter longuement des expériences existantes et possibles en matière de recyclage. La question de la réelle rentabilité de l'activité demeure posée, même s'il apparaît acquis que la valorisation ne peut servir à payer l'ensemble du service de gestion des déchets (collecte, évacuation et traitement)

3- Quelles solutions en matière de financement global du secteur de la gestion des déchets ?

Des solutions existent pour financer certains maillons (précollecte, valorisation) de la filière mais elles sont loin d'être suffisantes pour assurer un financement durable et global de l'ensemble de la filière de gestion des déchets. Lors de l'atelier nous avons pu nous poser les questions suivantes :

- quelles solutions locales de financement (pour la gestion du service) ? Comment convaincre les élus d'investir dans le secteur des déchets ? Comment faire pour que les ménages s'abonnent au service et payent la redevance ?
- quelles solutions extérieures (pour les investissements initiaux importants) ? Comment convaincre les acteurs nationaux et internationaux de l'importance de ce secteur ?

2- Enjeux, problématiques

Après 3 jours de débats, il serait utopique de penser que ces grandes questions ont trouvé des solutions. Certains points ont été éclaircis, certes, mais les questions restent tout de même entières. Si les solutions toute prêtes n'existent pas, il apparaît que des pistes de solutions adaptées naissent des échanges entre acteurs de la gestion des déchets, localement ou au niveau national.

En effet, au-delà des débats de fond, une des grandes conclusions de l'atelier est que, en matière de gestion des déchets, tout -ou presque- est question de communication et de concertation :

- La planification se fait dans le dialogue afin de définir une vision partagée des enjeux et des actions.
- La valorisation : les acteurs de la valorisation ont besoin d'échanger entre eux pour améliorer leurs techniques, ils ont besoin de communiquer auprès de leur clientèle pour mieux adapter leurs produits à la demande.
- Le financement : il est nécessaire de mener des actions de communication et de plaider auprès des ménages, des élus et des partenaires financiers pour les amener à financer le secteur de la gestion des déchets.

3- Actions et modes d'interventions

Comment faire en sorte que cette hétérogénéité d'acteurs se comprenne et parle le même langage ? Comment les amener à partager une même vision du secteur et à définir ensemble les actions à mettre en œuvre ?

Afin de répondre à ces questions et de faire avancer le secteur de la gestion des déchets, le réseau Projection aimerait explorer avec ses membres plusieurs pistes d'actions issues de

l'atelier de Ouagadougou, au cours d'échanges complémentaires (rencontres en Afrique ou en France) et par la mise en œuvre de projets opérationnels. Les deux axes d'actions proposés sont :

- Elaborer un projet de recherche-action en matière de planification communale réaliste de la gestion des déchets : élaboration d'une stratégie réaliste et concertée (processus de concertation, outils d'échanges et de communication, mise en relief d'un constat mobilisateur) et diffusion de cette stratégie (localement et au niveau national (pour des recherches de financement d'investissements)) pour en permettre une mise en œuvre effective.
- Mettre en réseau les acteurs de la gestion des déchets en Afrique de l'Ouest : il existe peu d'espaces de ressources et de partage pour les acteurs de la gestion des déchets. Il s'agirait de les amener à mieux se connaître (via un annuaire des acteurs de la gestion des déchets) et à échanger de manière régulière et efficace (activités de réseau).

4. Points clés du débat abordés

A NIAMEY :

Valorisation

Des projets de valorisation au Niger (RESEDA – fabrication de pavés plastiques), des personnes formées à certaines techniques de valorisation (exemple de Douchi) mais globalement les acteurs de la valorisation rencontrent des difficultés de rentabilité :

| Niveau | Constats | Solutions |
|---------|--|--|
| Offre | Des techniques artisanales, facteur de pollution | Améliorer les techniques |
| | Un manque de matière première ! Expérience de Téra : Une commande pour paver une rue de la ville avec des pavés plastiques. Avant que la rue n'ait pu être finie, toute la matière première disponible dans la ville a été utilisée ! Ne pas perdre de vue que l'objectif est l'assainissement : la commune a été débarrassée des sachets plastiques. C'est une réussite ! Il ne faut pas consommer plus de matière que celle disponible sinon on s'éloigne de l'objectif sanitaire présent dans la valorisation. | Connaître la disponibilité de la matière première (déchets) valorisable |
| Demande | Pas de demande pour écouler les produits Le développement des activités des producteurs dépendent alors de fonds extérieurs. | Réaliser une étude des marchés pour identifier les demandeurs potentiels (collectivités, ménages, etc) |

| | | |
|--|--|--|
| | | connaître leurs besoins, mesurer leur capacité à payer |
| | Pas de débouchés rentables Expérience de RESEDA pour la vente des pavés plastiques : les gens voulaient recevoir gratuitement les pavés plastiques. | Sensibilisation et marketing pour faire connaître les produits et créer de la demande. |

Solution de financement

- Approche par maillon : à chaque maillon de la filière, des solutions adaptées de financement doivent être trouvés. Identifier les maillons prioritaires à appuyer.

- Le challenge du recouvrement des redevances :

Au Niger la taxe voirie (1500F) existe pour le financement de la gestion des déchets mais les taux de recouvrement sont insignifiants. Il s'agit d'un problème de volonté car les populations craignent que l'argent soit utilisé à d'autres fins.

Solutions :

- Sensibilisation : au-delà de faire comprendre il faut responsabiliser les ménages dans la gestion de leurs déchets.
- Communication : montrer à quoi sert cette taxe.
- Sanction ?

Finalement cela dépend de la qualité des services : les ménages sont prêts à payer le service s'il est réellement assuré.

Planification

- La planification est une exigence des partenaires techniques et financiers. Il est nécessaire d'avoir un plan local de GOM intégré dans le PDC.
- Besoin d'une planification réaliste dans ses objectifs - en adéquation avec les moyens de la commune (financiers et humains) - et opérationnelle - utilisable par les collectivités et les acteurs principalement concernés. La planification est un outil et doit permettre aux acteurs de comprendre le système de gestion adopté.

Exemple du PDC de Niamey : lors d'une réunion d'actualisation et état d'avancement du PDC de Niamey I (adopté en 2007) le constat est fait qu'aucun objectif n'est arrivé à terme. Il est donc important de se fixer des objectifs de très court terme pour que ce soit réalisable, et de connaître les capacités de financement local pour ne pas dépendre de PTF.

- La concertation demande beaucoup de temps

Exemple de l'élaboration de la Stratégie Municipale Concertée (eau assainissement) : l'élaboration a duré deux fois plus de temps car cela s'est fait de façon concertée (18 mois au lieu de 9 mois). Cela demande de changer de regard, d'écouter les communautés et valoriser les réussites locales.

- Besoin de diffuser les résultats
- Besoins de clarifier les rôles : besoin d'un leader pour organiser la démarche, pour identifier les rôles de chaque partenaire. La démarche de concertation ne peut avancer que si elle est dirigée.

A PARIS :

1- Sur la question de la rentabilité des activités de valorisation :

L'exemple de GAFREH, au Burkina-Faso a été mentionné comme une « success story » car l'activité était rentable. Mais généralement, La majorité des projets semblent poser question :

- le projet « ZAZOU » en Mauritanie (cf. CR de la rencontre Projection de juin 2010) par exemple, pose difficultés en termes de débouchés commerciaux

- Il y a un problème lié à la densité urbaine et à la « disponibilité de la matière première » : là où il y a peu de déchets plastique, inutile d'industrialiser le processus.

- Un autre problème est l'incapacité de répondre à la demande lorsqu'elle arrive de façon ponctuelle (ex. appel d'offres pour des pavés plastique afin d'équiper une route).

- Même si l'Afrique de l'ouest est moins productrice d'ordures ménagères que l'Europe, il faut aussi garder à l'esprit qu'au-delà de la valorisation et du recyclage, il faut au maximum réduire la quantité de déchets, et ce avant même leur production.

- On pourrait imaginer qu'il y ait davantage de régulation en matière de valorisation : identifier les déchets valorisables et former les centres de valorisation à devenir des « acheteurs », qui seraient les nouveaux clients des opérateurs (notamment pour le financement de la collecte intermédiaire), sur un principe de « recycleur-payeur ».

2- Sur la question de la solvabilité de la demande :

- A Mahajanga, Madagascar, ENDA rapporte un taux de recouvrement de 70% de la redevance déchets, mais c'est notamment dû à la forte densité de population (200 000 habitants). Au Niger, on obtient de bon niveau de paiement du service dans les grandes villes, mais pas dans les zones semi-urbaines ou rurales. En outre les redevances ne couvrent aujourd'hui que la pré-collecte. Ensuite, pour assurer la collecte depuis les sites de dépôt jusqu'au centre d'enfouissement/de tri, c'est beaucoup plus difficile à financer car cela coûte en carburant. Ce coût peut être réduit en « dessablant » les déchets (50% du poids des déchets).

3- Sur la question de la planification :

- Attention aux doublons ! Non seulement les études sont souvent irréalistes et oubliées au fond des tiroirs mais en plus, il arrive qu'elles soient menées en double ! A Koudougou précisément, deux plans stratégiques en matière de gestion des ordures ménagères étaient élaborés à la même période !

- Les opérateurs informels ont une vraie place dans la filière et il ne faut pas les oublier dans les planifications et documents stratégiques. Mais comment car :

- Les priorités sont la collecte et l'enfouissement. En effet, si les maillons pré-collecte et valorisation/recyclage sont souvent faits spontanément, de manière informelle, ce n'est jamais le cas des maillons collecte et enfouissement.

- Mais l'enfouissement est coûteux. Un tri en amont de la collecte (formel ou non) permettrait d'économiser du budget qui pourrait alors être alloué à la valorisation à la source existante.

- Attention également aux visions technicistes qui n'intègrent pas les populations et leur quotidien dans les plans !

- Il semble que la planification est peu ou mal prise en compte par les élus. Et lorsqu'ils existent, les plans sont souvent inadaptés à la réalité locale.

- Pour une vraie appropriation des enjeux par l'ensemble des acteurs, il faut une concertation à la source : partir de l'existant (situation de terrain existante mais aussi plans existants) pour expliquer ce qui est faisable localement et à quels coûts. Les acteurs ne s'investiront que davantage dans la question pour en faire une priorité de leur quotidien (pour participer aux réflexions, pour payer la taxe, etc.

CONCLUSION ET PISTES DE REFLEXION

Les participants à la rencontre parisienne se sont tous accordés pour dire que la concertation et la volonté politique sont les deux éléments-clé en matière de planification et de mise en place de la filière des OM.

En matière de concertation des acteurs, la constitution d'un annuaire des acteurs déchets est une initiative importante, qui verra très prochainement le jour.

En second lieu, l'idée de monter un projet de recherche-action en matière de planification communale réaliste de la gestion des déchets a donc été validée. Reste à savoir comment penser ce projet innovant. Des pistes ont été apportées, des éléments à ne pas oublier ont été rappelés. L'équipe de Projection va donc s'atteler au travail, les bonnes volontés sont les bienvenues ! Suite au prochain épisode...

Etaient présents à cette rencontre :

A NIAMEY :

| Prénom, Nom | Structure | Email |
|----------------------------|---|-----------------------------|
| Cléo LOSSOUARN | ONG RAIL Niger, département Assainissement et Gestion des déchets | cleo.lossouarn@gmail.com |
| Issaka ARZIKA SAMAILA | BEEEI | smaillaissaka@yahoo.fr |
| Abdou Mahamane OUMA | - | moatique@yahoo.fr |
| Sylvie-Eve LA HAYE-GALLANT | Oxfam Québec | lahaye-gallants@oxfam.qc.ca |
| Sabine ATTAMA | réseau pour le développement de l'artisanat (RESEDA) | dissattama@yahoo.fr |
| Issoufou SANDA | BSIRA | issoufou2002@yahoo.fr |

| | | |
|----------------------|---|---|
| Ibrahim SANI | PHV Tahoua | ib.sani@yahoo.fr |
| Albeidou Mohamadou | Projection-Rail : Sani Tspata | albeidoum@yahoo.fr |
| Béatrice TOURLONNIAS | Projection : chargée de mission Projection et projet Sani Tsapta | beatrice.tourlonnias@reseauprojection.org |
| Amadou OUSMANE | BERIA | odjirmey@yahoo.fr |

A PARIS :

| NOM, Prénom | Structure | Email | Tel |
|---------------------------------|-----------------------|---|------------------|
| DEVIGNES Fabricia | ENDA Europe | fabricia.devignes@enda-europe.org | |
| WYSOKI Morgane | Ex AFVP | morganewysoki@gmail.com | 06 81 39 09 27 |
| CAVE Jérémie | LATTS | cavej@enpc.fr | |
| HURTER Laura | Hydroconseil | hurter@hydroconseil.com | 06 08 73 83 19 |
| GOBIN Lucie | - | Gobin.lucie@gmail.com | 06 18 18 58 27 |
| HERMANT-LAGRANGE Jean-Hugues | Fondation Véolia | Jean-Hugues.HERMANT- LAGRANGE@veolia.com | |
| DESILLE Denis | pS-Eau | desille@pseau.org | 01 53 34 91 25 |
| CROCKER Audrey | Hydroconseil | crocker@hydroconseil.com | +243 89 84 56 03 |
| LAUNAY Myriam | Projection | Myriam.launay@reseauprojection.org | 06 25 61 28 75 |
| PIERREFEU Garrick | SNC Lavalin | pierrefeugarrick@gmail.com | 06 28 350312 |
| SORY Issa | doctorant | soryssa@yahoo.fr | 06 19 65 22 60 |
| DE GROMARD Solenne | SUEZ environnement | Solenne.degromard@suez-env.com | |
| GABERT Julien | GRET | gabert@gret.org | 01 70 91 92 70 |
| MACKENZIE Sarah | Eau Vive | smackenzie@eau-vive.org | +226 78 71 42 17 |
| ILY Jean-Marie | Global Conseil | Jean-marieily@yahoo.fr | 06 67 36 04 62 |
| TOUBKISS | Jérémie | toubkiss@hydroconseil.com | 01 40 21 68 61 |
| LE BANSAIS | Bruno | lebansais@hydroconseil.com | 06 88 80 69 00 6 |

Pour aller plus loin :

- Power point de présentation :

http://www.reseauprojection.org/wiki/index.php?title=Rencontres_mensuelles

- Document de synthèse sur l'atelier déchets : <http://www.reseauprojection.org/wp-content/uploads/2010/09/synthese-atelier-dechets-ouaga-2010-a-diffuser.pdf>

- lien vers le site internet de l'atelier de Ouagadougou (avec toutes les photos, la fiche de présentation de l'annuaire, le PSGOM (Plan Stratégique de Gestion des Ordures Ménagères de Koudougou, etc):

http://www.reseauprojection.org/wiki/index.php?title=Ateliers_internationaux

La discussion continue !

[http://www.reseauprojection.org/
info@reseauprojection.org](http://www.reseauprojection.org/info@reseauprojection.org)